

Audience publique du 24 octobre 2007

Recours formé par

Monsieur ..., ...

contre

deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de
l'Immigration

en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 22307 du rôle et déposée le 18 décembre 2006 au greffe du tribunal administratif par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à Téhéran (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 2 octobre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée et lui refusant le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 13 novembre 2006 prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 février 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 5 mars 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH pour compte de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en leurs plaidoiries respectives.

Le 9 mai 2005, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en reconnaissance du statut de réfugié

au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

En date du même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg.

Il fut entendu en date du 1^{er} septembre 2005 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après désigné par le « ministre », l'informa par décision du 2 octobre 2006, notifiée par lettre recommandée le lendemain, que sa demande avait été rejetée comme n'étant pas fondée et que la protection subsidiaire lui était refusée aux motifs énoncés comme suit :

« En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du même jour et le rapport d'audition de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration du 1er septembre 2005.

Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que vous auriez quitté l'Iran en avril 2005 pour aller d'abord en Turquie. Après quatre jours à Istanbul, vous auriez pris place dans un camion qui vous aurait emmené à Luxembourg.

Vous auriez fait votre service militaire de 1992 à 1994 comme simple soldat. Vous auriez commencé à sympathiser avec les étudiants puis à collaborer avec eux, pendant la révolte de 1999. Vous auriez été arrêté pendant les manifestations et vous auriez passé deux semaines en prison. Vous y auriez été maltraité.

Par la suite, vous auriez été contacté par un ami qui vous aurait proposé de distribuer de la documentation trouvée sur Internet. Vous auriez commencé cette activité en 1997 d'abord lentement puis, à partir de 2000, de façon plus intensive.

A l'occasion de la dernière élection, vous auriez voulu jeter des tracts du haut des ponts et y pendre des banderoles. Vous auriez été repéré et vous auriez vu que votre ami aurait été arrêté. Vous seriez parti directement à Khoy dans la famille mais le lendemain la police aurait perquisitionné chez vous. Vous auriez aussi été convoqué au Tribunal révolutionnaire. Vous ajoutez qu'auparavant vous auriez déjà fait l'objet de gardes-à-vue pour consommation d'alcool et pour possession d'une parabole-satellite.

Finalement, vous affirmez avoir rejoint en Europe le Mouvement des Moudjahiddins.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Je relève d'abord que vous avez distribué des tracts de 1997 à 2005 sans être inquiété. De plus, les ennuis que vous invoquez datent de la période électorale, moment où tous les partis et mouvements ont eu d'intenses activités. Il est peu crédible que vous risquiez des sanctions importantes pour cela. De plus, je note que, quand votre ami a été arrêté, à supposer ce fait établi, vous faisiez seulement le guet sous le pont.

Quant aux « weblogger » en général, ils sont en trop grand nombre (250.000 minimum) pour que l'Etat iranien puisse poursuivre chacun d'eux. Il y a au moins 1.500 cybercafés, rien qu'à Téhéran et s'il est vrai que les sites pornographiques et les sites politiques sont censurés, cela n'implique pas que tout weblogger risque une condamnation pour ses activités sur Internet, ni pour la distribution du résultat de ses recherches.

Ainsi, vos dires relèvent davantage d'un sentiment d'insécurité que d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Ainsi il résulte de tout ce qui précède que vous n'alléguez aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Une crainte justifiée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social n'est par conséquent pas établie.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, conformément au raisonnement élaboré au sujet de votre demande, un sentiment d'insécurité est insuffisant pour vous voir conférer le bénéfice de la protection subsidiaire.

Votre demande en obtention du statut de réfugié est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte que vous ne saurez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé ».

Le recours gracieux formé par courrier de son mandataire du 3 octobre 2006, réceptionné par le ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration le 6 novembre 2006, ayant été rencontré par une décision confirmative du même ministre du 13 novembre 2006, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation à l'encontre des décisions ministérielles initiale du 2 octobre 2006 et confirmative du 13 novembre 2006 par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2006.

Etant donné que tant l'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoient un recours au fond en matière de demandes d'asile et de demandes de protection subsidiaire déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit, lequel est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur reproche au ministre une appréciation erronée des faits en lui refusant le bénéfice du statut de réfugié et il considère qu'une crainte devrait être qualifiée de raisonnable lorsqu'elle serait basée sur une évaluation objective de la situation dans son pays d'origine et que cette situation serait caractérisée par le manquement

de l'Etat d'origine à remplir ses obligations de protection de ses citoyens et de respecter les droits des citoyens consacrés par les différents instruments de droit international. Le demandeur expose qu'il aurait dû quitter son pays d'origine en raison de ses opinions politiques, en exposant avoir été « *flagellé 85 fois pour la consommation d'alcool* », infraction pour laquelle il aurait dû payer une amende de 220.000 tumans, ce qui correspondrait au montant d'un salaire mensuel et avoir dû payer une amende de 600.000 tumans du fait d'avoir possédé un appareil de satellite. Il ajoute que déjà au cours de l'année 1999, il aurait été emprisonné pendant deux semaines, au cours de la révolte des étudiants, en raison de sa participation à une manifestation des étudiants et qu'au cours de cet emprisonnement, il aurait été torturé et maltraité par des agents du service de renseignement. Il fait en outre valoir qu'il aurait participé à la distribution de « *tracts d'opposition* » et d'avoir continué ses activités politiques au Luxembourg notamment dans le cadre de manifestations publiques, en soulignant qu'au cours de ces manifestations, qui auraient eu pour objet de soutenir les mouvements d'opposition politiques actifs en Iran, une photo de lui aurait été prise et publiée non seulement dans un journal d'opposition mais également par une chaîne de télévision d'opposition dont le programme pourrait être réceptionné en Iran.

Il soutient en outre que sa demande d'asile n'aurait pas fait l'objet d'une instruction suffisante, dans la mesure où l'original d'un mandat de comparution lui adressé par le tribunal révolutionnaire iranien n'aurait pas été pris en considération, faute d'une traduction par les autorités luxembourgeoises dans le cadre de l'instruction de sa demande d'asile. Il soutient qu'il en serait d'ailleurs de même d'autres pièces versées à l'appui de son recours gracieux, qui, faute d'avoir été traduites de la langue persane en une langue officielle du Luxembourg, n'auraient pas pu être prises en considération par les autorités.

Enfin, il fait état de ce que son domicile iranien aurait fait l'objet d'une perquisition de la part de la police secrète iranienne, de ce qu'il aurait dû accomplir un service militaire supplémentaire de 6 mois en Iran du fait qu'il n'aurait pas « *voulu exécuter des ordres indispensables* » et qu'il risquerait par ailleurs des persécutions en raison de son insoumission, sans toutefois apporter plus de renseignements quant à cette dernière crainte de persécution.

Le représentant étatique soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé. Il considère tout d'abord que le simple fait qu'une traduction écrite de pièces versées par un demandeur d'asile ne figure pas au dossier de celui-ci ne serait pas de nature à établir que lesdites pièces, rédigées dans une langue non officielle du Grand-Duché de Luxembourg, n'auraient pas été prises en considération dans le cadre de l'instruction de la demande d'asile. Il estime dans ce contexte qu'au cas où le demandeur aurait estimé pertinentes les pièces en question, il lui aurait appartenu de produire une traduction aux autorités compétentes. Pour le surplus, il considère que le demandeur ferait état de simples éventualités de persécutions futures, et pas d'indices réels et concrets faisant apparaître comme réaliste une crainte de persécutions imminentes et personnelles. En outre, il soutient que les événements qui se seraient produits au cours de l'année 1999 seraient trop éloignés dans le temps pour pouvoir encore être pris en considération à l'heure actuelle. Quant à la « *simple distribution de tracts pendant les élections* », le représentant étatique expose qu'une telle activité ne placerait pas le demandeur dans une situation particulièrement exposée, en soulignant que le demandeur n'a adhéré au mouvement des moudjahiddins qu'après avoir pénétré sur le territoire luxembourgeois. Par ailleurs, le fait de participer à une manifestation organisée au Luxembourg contre le régime iranien actuellement en place ne constituerait nullement la preuve que les autorités iraniennes, à supposer que le demandeur puisse être reconnu sur la photo prise lors de ladite manifestation, aient pu prendre connaissance de sa participation à ladite manifestation publique.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur se réfère encore à des rapports d'organisations internationales pour soutenir que la situation politique générale en Iran serait marquée par des violations des droits de l'homme, en contestant n'éprouver qu'un simple sentiment d'insécurité, alors qu'au contraire, au vu de ses activités politiques tant en Iran qu'au Luxembourg, il pourrait à bon droit faire état d'une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève, en rappelant qu'en raison de ses activités politiques, et plus particulièrement de la distribution de tracts, il serait poursuivi depuis 2005 par le tribunal révolutionnaire pour des raisons politiques et que l'Etat ne rapporterait pas la preuve contraire de l'absence de craintes de persécution dans son chef.

En ce qui concerne le reproche adressé par le demandeur au ministre de ne pas avoir instruit correctement son dossier du fait de ne pas avoir pris en considération certaines pièces versées par lui en langue persane, il échet de relever qu'abstraction faite de ce qu'il aurait appartenu au demandeur de soumettre aux autorités compétentes les pièces se trouvant en sa possession, voire leur traduction en l'une des langues officielles du Luxembourg, permettant d'établir ses persécutions ou ses craintes de persécution dans son pays d'origine, afin de soutenir ainsi son récit avec les preuves à l'appui, il ne ressort ni des éléments du dossier ni des explications du représentant étatique que les pièces auxquelles il a ainsi été fait référence n'auraient pas été prises en considération par le gouvernement, de sorte qu'il n'y a pas lieu de retenir une prétendue instruction insuffisante du dossier du demandeur.

Aux termes de l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne. Dans ce contexte, il convient encore de préciser que le tribunal est appelé, dans le cadre d'un recours en réformation, à apprécier le bien-fondé et l'opportunité d'une décision entreprise en tenant compte de la situation existant au moment où il statue.

En l'espèce, l'examen des déclarations faites par le demandeur lors de son audition du 1^{er} septembre 2005, telles que celles-ci ont été relatées dans le compte rendu figurant au dossier, ensemble les moyens et arguments développés au cours des procédures gracieuse et contentieuse et les pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure que le demandeur reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève.

En effet, en ce qui concerne tout d'abord la peine d'emprisonnement de 6 mois que le demandeur aurait dû subir en raison de son refus d'exécuter des « *ordres impensables* », il échet de constater, en l'absence de plus amples informations et précisions à ce sujet, qu'il ne ressort pas du récit du demandeur que cette peine d'emprisonnement doive être considérée comme constituant une persécution au sens de la Convention de Genève. Il se dégage au

contraire dudit récit que cette peine d'emprisonnement constituait une sanction pour ne pas avoir obéi à des ordres militaires, sans que de plus amples informations n'aient été fournies ni aux autorités ni aux juridictions administratives quant aux ordres précis que le demandeur refusait d'exécuter.

Par ailleurs, en l'absence de plus amples informations quant à une prétendue insoumission du demandeur, le tribunal ne peut pas non plus retenir un tel fait comme pouvant valablement se trouver à la base d'une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève, aucune infraction d'insoumission ne ressortant des explications fournies par le demandeur lors de son audition.

Quant aux activités politiques exercées par le demandeur, il se dégage de ses explications qu'il aurait essayé de soutenir les étudiants iraniens à la suite de leur révolte ayant eu lieu au cours du mois de juillet 1999 et il échet de constater qu'il prétend avoir eu des problèmes avec les autorités iraniennes en raison de sa distribution de tracts. En ce qui concerne tout d'abord son arrestation à la suite de sa participation au mouvement d'étudiants au cours de l'année 1999 et son emprisonnement de deux semaines au cours duquel il aurait été « *maltraité* » par les autorités iraniennes, il échet de constater que ces faits sont trop éloignés dans le temps pour pouvoir justifier encore à l'heure actuelle une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

En ce qui concerne ses activités postérieures ayant eu lieu au cours de l'année 2000 à 2005, consistant dans sa distribution de tracts deux fois par semaine, il se dégage des explications du demandeur qu'il aurait été très prudent, de sorte qu'il n'aurait pas été inquiété par les autorités iraniennes au cours de cette période.

Le seul fait sur lequel le demandeur pourrait, le cas échéant, se baser pour justifier sa demande d'asile consiste en sa participation, avec un ami, à une action ayant eu pour objet de dérouler une banderole sur un pont avec des photos de membres de mouvements de la résistance nationale et la distribution de tracts pour les partis d'opposition, opération au cours de laquelle son ami aurait été capturé et lui-même aurait pu s'enfuir, étant toutefois entendu que le demandeur est persuadé que son ami aurait révélé son nom « *sous la torture* », ce qui aurait eu pour conséquence une perquisition à son domicile ainsi qu'une convocation devant le tribunal révolutionnaire. Il craint qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il va « *mourir* » en estimant que même au cas où il ne serait pas exécuté, il ne verrait plus le jour.

Même à supposer que le récit du demandeur quant à ses activités politiques en Iran et à sa prétendue convocation par le tribunal révolutionnaire soit véridique, il n'en demeure pas moins que ces faits ne sont pas d'une gravité suffisante pour justifier à l'heure actuelle la reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève. Il ne se dégage en effet pas des explications fournies par le demandeur qu'une éventuelle condamnation qu'il risquerait de se voir infliger en raison de son activité de distribution de tracts pour un parti d'opposition soit disproportionnée par rapport aux faits, en supposant qu'une telle activité soit interdite en Iran, ce qui n'a pas non plus été établi en cause.

En ce qui concerne les condamnations du demandeur pour avoir consommé de l'alcool et avoir installé une antenne satellite, de tels faits ne tombent certainement pas sous le champ d'application de la Convention de Genève et une crainte de persécution ne peut certainement pas se dégager de tels faits.

Enfin, en ce qui concerne la participation du demandeur à une manifestation politique au Luxembourg ayant eu pour objet de soutenir les mouvements d'opposition en Iran, il

échet de constater que le demandeur n'a soumis ni à l'administration ni au tribunal un quelconque élément de preuve suivant lequel sa participation à ladite manifestation puisse être connue des autorités iraniennes. Ce fait isolé ne saurait pas non plus être pris en considération pour apprécier si le demandeur peut à juste titre craindre avec raison de faire l'objet de persécutions en cas de retour dans son pays d'origine.

Il résulte des développements qui précèdent que le demandeur reste en défaut d'établir une persécution ou un risque de persécution au sens de la Convention de Genève dans son pays de provenance.

Quant au volet de la décision ayant trait à la protection subsidiaire telle que prévue par les dispositions de l'article 37 de la loi précitée du 5 mai 2006, le demandeur considère à titre subsidiaire que les faits par lui exposés établiraient à suffisance un risque de subir des atteintes graves ou traitements inhumains tels que définis par l'article 37 de la loi prévisée du 5 mai 2006.

Force est cependant de constater que le demandeur n'a pas attaqué ce volet de la décision par des moyens spécifiques et que les éléments mis en avant par le demandeur sont également insuffisants pour établir dans son chef un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de ladite loi du 5 mai 2006.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'en l'état actuel du dossier, le demandeur n'est fondé à prétendre ni à la qualité de réfugié, ni au bénéfice de la protection subsidiaire, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,
reçoit le recours en réformation en la forme,
au fond, le déclare non justifié et en déboute,
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,
M. SPIELMANN, premier juge,
Mme GILLARDIN, juge,

et lu à l'audience publique du 24 octobre 2007 par le premier vice-président, en présence de M. LEGILLE, greffier.

s. LEGILLE

s. SCHOCKWEILER